ASSOCIATION DES POLITISTES DE L'ICES

SYNOPSIS

ANNÉE 2009, N°5 MARS 2009

DANS CE NUMÉRO :

Les pompiers pyromanes 2

Proche-Orient: entre mythes et réalité 4

Le libéralisme en procès 6

La crise, une expérience collective 7

Stronger Ties between Washington and Asean following Barack Obama's Election 8

Éditorial

« Heureux l'État dont le chef nommerait à toutes les charges des magistrats tel que More ! » La personnalité riche et complexe de cet « ami » qu'est Thomas More a marqué la rentrée universitaire 2008-2009 qui coïncidait avec le dixième anniversaire de la création de la filière Sciences politiques de l'ICES. Grâce à l'essor donné par M. Bénéton et M. Boulêtreau et portée par leur intuition, la filière s'appelle désormais Institut Thomas More.

Au fil des ans, les promotions d'étudiants ont transmis leur mot d'ordre, et leurs expressions sont devenues leurs devises : « connaissance de soi », « acquérir un savoir être plus qu'un savoir faire », « oser s'engager personnellement ». Chaque année leur fameux « esprit sciences po » interpelle tant par les amitiés qu'elle permet que par son dynamisme et sa curiosité, et donne le goût d'une liberté authentique.

La mission première du politique, illustrée par la diversité des emplois qu'elle suscite, consiste à promouvoir les droits des personnes en gardant les moyens d'exercer leur liberté. Être libre, comme le répétait Claude Bruaire, consiste à faire quelque chose de neuf par le pouvoir de dire non. La liberté est exigence et attente, accueil et don, consentement à ce qui dépasse l'homme. La formation du politique s'affermit donc par l'approfondissement de grandes pensées et la rencontre de personnalités comme celle de More dont la liberté est transparence à quelque chose de divin.

La responsabilité du politique s'engage ainsi contre une logique de l'opinion qui progressivement bouleverse la conscience humaine. L'équilibre des cités est fragile. L'unité de notre être est toujours à reprendre intérieurement. Ces temps de crise internationale, nationale mais aussi personnelle sont des temps d'épreuve pour la pensée. Lorsqu'une société en effet n'a plus la force de dire non à ce qui atteint l'homme dans sa singularité, lorsqu'elle revendique de manière radicale la liberté, elle court le risque de méconnaître la chance et l'exigence de l'esprit humain.

En acceptant d'assumer les responsabilités de la pensée, le politiste engage sa liberté d'une manière authentique afin de ne pas vivre à tout prix mais d'exister humainement.

Marie-Jeanne Seppey,
Directrice de l'Institut Thomas More — Sciences politiques — ICES.

Les pompiers pyromanes

Manifestations violentes, agressions, lieux de cultes dégradés, graffitis à caractère antisémite, slogans haineux: les tensions communautaires sont comme ranimées par le conflit israélo-palestinien. Dans ce climat anxiogène, les associations antiracistes multiplient les appels au calme et espèrent ainsi se faire passer pour les gardiennes de la cohésion nationale. Le mot d'ordre est simple : il faut préserver le territoire national d'une balkanisation. Pour Dominique Sopo, président de SOS racisme, «utilise le territoire français pour rejouer un conflit qui se joue là-bas». Mais si les élites ont la mémoire courte, le peuple lui n'oublie pas qui a allumé l'incendie.

À l'automne 1984, Julien Dray et Harlem Désir fondent SOS-racisme. Loin d'avoir été créée dans un but philanthropique, l'association antiraciste est avant tout un organe de manipulation, dont le but est politique.

Il faut rappeler qu'un an plus tôt, le Parti Socialiste imitant son cousin allemand le *SPD,* effectuait sa mue au détour d'un profond revirement idéologique. Opérant en somme son «Godesberg», le Parti Socialiste fait le choix de s'adapter à la mondialisation libérale. Mais les électeurs sont déçus. C'est pour le Mitterrand de gauche qu'ils avaient voté, celui qui s'était allié avec Jean-Pierre Chevènement en 1979 lors du congrès de Metz. Le «» le sait. En créant SOS Racisme, il parvient à occulter le virage libéral de son parti. Le sujet du racisme tient désormais une place prépondérante au sein de la politique, qui n'est plus l'humble recherche du bien commun, mais la lutte des anges contre les démons.

Le manichéisme s'étend des discours jusqu'aux symboles. Subtil mélange entre l'étoile jaune et la main de Fathma, la main jaune permet de culpabiliser tout un pays en assimilant le massacre des juifs durant la Shoah à la situation actuelle des immigrés. Les Français d'aujourd'hui sont les pétainistes d'autrefois.

La gauche progressiste substitue l'antiracisme au communisme et enfourche ainsi un nouveau cheval de bataille. Puisqu'elle n'a pas réussi à changer l'Homme, elle décide de changer les hommes. Les immigrés remplacent les prolétaires et deviennent le nouveau «élu».

Les idéologies changent, les méthodes restent les mêmes: sectarisme, intimidation, propagande..., l'antiracisme devient, selon la célèbre formule du philosophe Alain Finkielkraut, «communisme du XXI^e siècle».

Sur le plan stratégique l'antiracisme, véritable machine de guerre, permet d'éliminer tous les sujets délicats comme la délinquance, l'insécurité, et plus encore l'immigration. La droite, coupable de se «lepéniser» est contrainte de quérir le nouveau graal de toute une génération: le métissage culturel.

La droite d'alors gouverne au centre et s'allie à la gauche, laissant au Front National le privilège d'incarner la nation. L'é-

Manifestation pro-palestinienne à Paris

Subtil mélange entre l'étoile jaune et la main de Fathma, la main jaune permet de culpabiliser tout un pays en assimilant le massacre des juifs durant la Shoah à la situation actuelle des immigrés

Alain Finkielkraut: « L'antiracisme est le communisme du XXIème siècle. »

lectorat frontiste va croître significativement.

Le machiavélisme politique s'avère payant pour la gauche puisqu'à chaque élection locale, le Parti Socialiste s'impose.

L'intelligentsia parisienne n'a pas retenu les leçons de l'histoire. **L'antisémitisme finit toujours par renaître de ses cendres dans ce que Karl Marx appelle le *lumpenproletariat.*** Ce sous-prolétariat exclu du système économique, sans travail, sans culture, sans conscience de classe, à la recherche d'une identité et donc d'un bouc émissaire responsable de sa situation. Le hasard a fait que nombre de ces intellectuels antiracistes étaient d'origine juive. Ces derniers se retrouvent ainsi dans la même posture que celle que connurent les aristocrates libéraux à la fin du XVIII^{e} siècle : leur révolte contre le pouvoir monarchique avait déclenché la tornade révolutionnaire qui devait les emporter.

Le «national français» est miné, remplacé par le roman des ethnies. À l'assimilation républicaine se substitue la «tribalisation». L'exaltation identitaire a réduit à néant le sentiment d'appartenance à une commune nationalité. Une «défrancisation» qui aujourd'hui inquiète de plus en plus, tant par son ampleur que par ses conséquences. Ainsi, les mêmes qui sont à l'origine de l'incendie prétendent aujourd'hui l'éteindre en dénonçant la ghettoïsation de la France. Mais les pompiers pyromanes ne trompent personne. Car comme le disait Bossuet, «rit des gens qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes».

Paul de Martrin Donos

Dominique Sopo, président de SOS-Racisme

L'exaltation identitaire a réduit à néant le sentiment d'appartenance à une commune nationalité

Proche-Orient: entre mythes et réalité

Depuis l'intervention américaine en Irak, l'anarchie a favorisé la résurgence d'antagonismes communautaires

On présente bien souvent dans les médias occidentaux une image caricaturale de la Syrie. Le pays est assimilé à un ersatz de régime autoritaire, tandis que Bachar al-Assad est présenté comme un personnage sulfureux, aux fréquentations outre-Euphrate douteuses. . On le soupçonne d'avoir été impliqué dans l'assassinat du premier ministre libanais, Rafiq Hariri, et de soutenir activement des groupes armés comme le Hezbollah, le Hamas et le Jihad islamique.

À l'heure où le respect des droits de l'homme est – officiellement du moins – la règle d'or des relations internationales, le régime syrien ne peut que susciter l'indignation des élites biens pensantes. Mais **faut-il, après l'Irak, tenter d'exporter à nouveau le modèle démocratique occidental au Moyen-Orient ?** L'expérience que j'ai vécue m'amène à en douter. Parti quelques semaines en Syrie et en Jordanie cet été, j'ai pu observer de près ces deux pays et comprendre par là même que la réalité du terrain est bien plus complexe que ce que l'on donne à voir.

De passage près de l'Euphrate, à 20 kilomètres de la frontière irakienne, j'approchais d'un campement que l'on distinguait avec peine dans l'atmosphère brûlante et poussiéreuse du désert. J'interrogeais des habitants sur l'origine de ces abris de fortune que l'on apercevait. On me répondit qu'il s'agissait des « chrétiens d'au-delà de l'Euphrate », fuyant les persécutions du nouveau régime irakien. Je m'enquis de leur situation et de leur histoire. Ces Chrétiens, anciens nestoriens indépendants de Rome mais aujourd'hui rattachés à l'autorité du pape, étaient de confession chaldéenne. Cette communauté avait bénéficié jusqu'ici de la protection du régime de Saddam Hussein qui tenait à préserver l'unité nationale au-delà des divisions confessionnelles et ethniques. Or, depuis l'intervention américaine, l'anarchie ambiante avait favorisé la résurgence d'antagonismes religieux entre Musulmans et Chrétiens. Ces derniers, largement minoritaires aujourd'hui, en font les frais et se voient contraints de fuir le pays.

Ainsi, l'interventionnisme néo-conservateur de l'administration Bush qui voulait dessiner la carte d'un « nouveau Moyen-Orient » a réveillé des tensions communautaires enfouies sous des années de régime autoritaire. On peut d'ailleurs douter de l'aptitude du gouvernement irakien à maintenir la sécurité du pays lorsque les troupes américaines auront quitté l'Irak, en 2010, comme l'a promis Barack Obama.

Le deuxième élément qui m'a frappé fut la situation des Chrétiens de Syrie. Accueilli dans des monastères, j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec nombre d'entre eux sur le gouvernement de Bachar Al-Asad. À ma grande surprise, ils étaient des partisans convaincus du régime en place. En effet, le président actuel est issu d'une minorité – les Alawites – qui fut longtemps persécutée par la majorité sunnite. En arrivant au pouvoir, il a permis à sa communauté d'accéder aux plus hautes fonctions du pays, tout en favorisant, également les Chrétiens afin de contrebalancer une puissance sunnite,

Héritier d'un système, Bachar Al-Asad doit assurer une transition qui ne peut être que lente et progressive

fortement majoritaire au sein de la population (77%). Si le régime venait à s'effondrer, Chrétiens et Alawites en seraient les premières victimes. **Une intervention en Syrie se révélerait** donc des plus **catastrophiques** à l'égard de ces populations qui nous sont proches par leur culture et leur religion.

Le passage dans le royaume Hachémite a entraîné une autre interrogation : quelles sont les raisons d'une telle défiance envers la Syrie et d'une telle complaisance envers la Jordanie, alors que ces deux pays ont des politiques somme toute assez semblables ? La Syrie est en effet un État ultra-sécuritaire, contrôlé par des services de renseignement (très exigeants d'ailleurs envers les touristes étrangers), mais la Jordanie n'est pas moins soumise à une police redoutable, notamment depuis sa désolidarisation avec les mouvements nationalistes palestiniens. Il reste que les médias véhiculent aujourd'hui **une vision manichéenne** de ces deux pays.

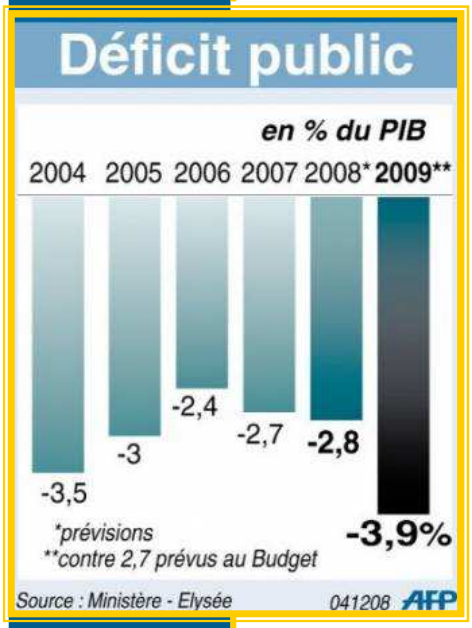
En réalité cette projection erronée tient aux jeux d'alliances contractés par le passé et dont les actuels dirigeants sont les héritiers. D'un côté, les méthodes autoritaires de Bachar Al-Asad ne l'aident pas à sortir de l'ostracisme diplomatique dont son pays est frappé depuis les années 70, suite à son rapprochement avec le bloc soviétique. De l'autre, la Jordanie bénéficie de la paix signée avec Israël, donc des dollars américains et de son soutien médiatique. Métamorphosé en bons élèves du Moyen-Orient, Abdallah II et le royaume de Jordanie jouissent d'une image favorable auprès des occidentaux.

Une fois de plus, **altérée par les schémas simplistes, la réalité géopolitique de la région demeure inconnue du grand public.** Le manichéisme ne devrait pas avoir place dans l'étude des relations internationales. Selon Pierre Renouvin, il existe des « forces profondes » qui composent le paysage politique, social et culturel d'un pays. La Syrie n'échappe pas à cette réalité. Héritier d'un système dont il se veut le fossoyeur, Bachar Al-Asad, à l'instar des dirigeants Russes, doit assurer une transition qui ne peut-être que lente et progressive. Ainsi, gardons-nous de conclusions hâtives, souvent faciles et arrangeantes, et admettons la complexité du réel. Comme le disait Soljenitsyne : « Le bien et le mal ne partagent pas le bon et le méchant, le bien et le mal partagent le cœur de chacun ».

À l'heure où le respect des droits de l'homme fait office de règle d'or des relations internationales, le régime syrien ne peut que susciter l'indignation des élites occidentales

Joseph d'Abbadie d'Arrast

Le libéralisme en procès



Les ondes sismiques du choc des *subprimes* continuent de se faire sentir. L'État se porte au secours des entreprises pour assurer leur survie. Il ne manque pas de commentateurs, de journalistes et d'hommes politiques pour faire le procès du libéralisme et de son principal ressort : l'individualisme.

Certes, un certain dérèglement de l'activité financière et, osons le dire, de l'éthique du capitalisme, a provoqué l'effondrement du système. L'individualisme et l'appât du gain immédiat ont conduit à la surévaluation des produits financiers au détriment des moyens de production de richesses. Cette contradiction, comme en 1929, a été l'une des causes principales de la crise.

Renouer avec les valeurs qui ont fait la réussite du capitalisme.

Les moyens de fidélisation des dirigeants (stock-options) ou des cadres (bonus sur les résultats financiers, développement de l'actionnariat salarié par des prises de participations) se sont révélés être d'une extrême perversité. Ils se sont traduits par des prises de risques inconsidérés.

Le libéralisme a fait ses preuves : jamais l'homme n'a connu une telle prospérité et un tel niveau de développement

Cependant il faut distinguer deux situations : celle des grosses entreprises à l'actionnariat éclaté et celle des entreprises familiales, qui représentent la grande majorité des entreprises françaises. Les enjeux entre ces deux types de sociétés sont fondamentalement différents : dans le premier cas, le dirigeant ne risque que son poste ; dans le second, les propriétaires prennent le risque de tout perdre en cas d'échec. S'il est juste que celui qui prend des risques avec son capital – qu'il soit actionnaire ou PDG – reçoive des bénéfices en cas de succès, on voit bien que le degré de responsabilisation n'est pas le même.

En somme, ce n'est pas le libéralisme qui est à condamner mais l'irresponsabilité croissante de certains dirigeants rémunérés en proportion des résultats immédiats. En abusant du système, ils l'ont conduit à la faillite.

Au regard de sa gestion des finances publiques, l'État est mal placé pour donner des leçons d'économie.

Prenons garde cependant de ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Le libéralisme a fait ses preuves : jamais l'homme n'a connu une telle prospérité et un tel niveau de développement.

Certes, la faim et la pauvreté ne sont pas éradiquées. Mais les cinquante dernières années ont vu des régions entières sortir de la misère en Amérique du Sud, en Asie, en Europe de l'Est. Ces résultats prodigieux sont à mettre au crédit du libéralisme. Le bilan dramatique des systèmes collectivistes a démontré qu'il était le seul système économiquement viable.

Au secours, l'État revient !

Cette expérience devrait nous faire redouter un interventionniste d'État qui étouffe les initiatives individuelles et assèche les comptes publics. L'État qui – en France particulièrement – est un bien piètre gestionnaire n'a pas de leçon à donner au regard de la situation catastrophique de ses finances. S'il était une entreprise, il y longtemps qu'il aurait déposé le bilan !

Le succès de toute entreprise est à rechercher dans la responsabilisation de chacun.

Il existe des exemples de réussites qui doivent nous servir de modèle. C'est le cas d'Intermarché, groupement de commerçants indépendants, qui fête ses quarante ans et qui est aujourd'hui présent **dans huit pays.**

Détenteur d'une soixantaine d'usines, il est l'un des fleurons de notre économie. Grâce à sa stratégie de développement par l'intégration verticale, Intermarché est aussi le premier armateur européen de bateaux de pêche, c'est-à-dire un pourvoyeur de nombreux emplois non-délocalisables. Avec ses 35 milliards d'euros, le chiffre d'affaire du groupe n'a rien à envier aux

leaders du CAC 40. Une des forces d'Intermarché est d'avoir associé chaque directeur de magasin à l'activité du groupe. Engagé personnellement en tant qu'actionnaire du groupement, chaque directeur possède des parts qu'il revend lors de son départ.

La réussite de ce groupe est riche d'enseignements. Elle nous rappelle que le succès de toute entreprise est à rechercher dans la responsabilisation de chacun. Les valeurs capitalistes que sont le travail, la prise d'initiative, la confiance dans l'échange et la récompense de l'effort demeurent les meilleurs leviers du développement économique. L'*État* qui, par sa lourdeur, paralyse les initiatives, accroît les dépenses et infantilise les acteurs économiques, ne peut conduire qu'à la décroissance.

Intermarché : groupe international présent dans 8 pays est aujourd'hui l'un des fleurons de l'industrie française

Nicolas Massot & François Reynes

La crise, une responsabilité collective ?

En s'écroulant, le fonds d'investissement véreux de Bernard Madoff fait à nouveau trembler les bourses

La crise financière fait les gros titres de la presse internationale depuis plusieurs mois. Les gazetiers, qui voient dans la crise une opportunité pour relancer leur activité en déclin, ont largement de quoi faire tant les faillites sont nombreuses et les scandales retentissants. Le dernier en date, **l'affaire Madoff**, reste (pour l'instant) l'arnaque du siècle en raison du montant englouti : 50 milliards de dollars. Des chiffres si importants qu'ils en deviennent anecdotiques. Incarnation de la faillite d'un système, les grands banquiers sont régulièrement désignés coupables des dérives d'un capitalisme financier qui s'est grippé. De fait, leur responsabilité n'est pas négligeable. Par ailleurs, la difficulté qu'ont pu avoir certains grands dirigeants de banque à renoncer à leur bonus n'en a été que plus révoltante pour l'opinion publique.

Responsables de l'ampleur de la crise par leurs prises de position risquées, les banques le sont certainement. Pour autant, si cette responsabilité est réelle, elle n'est pas exclusive. La mise en accusation d'un seul coupable, si elle est facile et confortable, ne permettra pas de résoudre les problèmes qui ont pu conduire aux excès qui ont été révélés. En somme devrions-nous plutôt plaider pour des « torts partagés ». La désignation simpliste voire populiste d'un unique responsable, qu'il s'agisse du spéculateur, du banquier ou encore du *trader* permet de façon rassurante d'occulter la responsabilité collective d'une société qui, au nom de la loi de la consommation à outrance, a longtemps vécu à crédit et au-dessus de ses moyens.

Les règles du capitalisme doivent certes évoluer. L'idée semble d'ailleurs partagée par la plupart des chefs d'États. Mais la crise doit également conduire à une prise de conscience des individus. En effet, cette crise financière, devenue économique puis sociale, mettra peut-être en avant une crise de la modernité dans le monde occidental.

Mais **la crise n'est pas seulement occidentale, elle est mondiale.** Ses conséquences sociales le seront aussi. Bien qu'on ne puisse pas encore en mesurer l'intégralité, il est probable qu'elles nourriront de nouveaux conflits intra ou inter étatiques dans des régions où l'État n'est pas en mesure de jouer un rôle d'amortisseur social. C'est donc **un cycle de turbulences** qui s'est ouvert ; aux dirigeants politiques de faire en sorte que celui-ci ne dure pas et que ses conséquences soient les plus limitées possibles.

Céline Landreau

La désignation simpliste voire populiste d'un unique responsable, qu'il s'agisse du spéculateur, du banquier ou encore du *trader* permet de façon rassurante d'occulter la responsabilité collective d'une société qui, au nom de la loi de la consommation à outrance, a longtemps vécu à crédit et au-dessus de ses moyens

Stronger Ties between Washington and Asean following Barack Obama's Election

How will the American changes influence the ASEAN countries' economies?

Since the American elections, everybody has been commenting on the changes which will be implemented in the USA, and how **these will influence the global market** in these turbulent times. The author of this brief would like to propose his analysis of the repercussions of the election of Senator Obama for the economy of the ASEAN countries.

The first observation concerns the immediate reaction of the markets to the announcement of the Democrat candidate's victory. The major Asian indexes, following the American trend, rose by **between 3% and 6%** on election day. Japan's Nikkei climbed 225 points with excellent results for Honda and Canon, while the energy dealers, after oil prices had jumped 10% on Tuesday, benefited from big rises in the whole region. Generally, the Asian countries who represent good trade and investment partners for the ASEAN countries (Japan, South Korea, Hong Kong, *etc*) benefited from the election of M. Obama in terms of stock exchange results. This will boost the local economies and will have an excellent psychological effect on all the Asian decision makers.

Another important observation to make is to underline the change of tactics used by the US in terms of trade partners in Asia. Some big economic partners in the region could suffer from Obama's strategy concerning Asia. The newly elected President of the USA had announced that he will have a tougher stance on trade negotiations with South Korea and China. The election will even probably delay a major trade pact which was to be signed between Seoul and Washington. At the same time, the new President has suggested that he will revise the 2007 Free Trade Agreement, which had taken more than one year of tough talks to be signed. During the last presidential debate, the Illinois Senator had emphasized the loss for American automakers generated by strong South Korean exports. As President, he will definitely be more protective of his national economy, especially while the American automakers are suffering from the crisis. Concerning Chinese-American relationships, the changes implemented will focus on the push towards greater control of the Chinese currency, and probably an increase in the duties on Chinese products.

The election of Barack Obama will on all the Asian decision makers

This change of attitude towards South Korea and China will definitely benefit the ASEAN countries for several reasons. First, it seems logical that if there are stricter boundaries for trade between the USA, China and Korea, the ASEAN countries will directly benefit from increased trade with the USA. But the second argument is even more positive. As **the American President never makes international decisions without taking into account the views of his best advisors,** we should focus on the consideration given to ASEAN by

have an excellent psychological effect

the men behind the decisions. Frank Jannuzi, a Senior Asia advisor for the Obama campaign recently said in an AFP interview that he would push the Obama administration to sign the Treaty of Amity and Cooperation (TAC) initiated by ASEAN. The Bush administration had formerly refused to sign this agreement accepted by the ten ASEAN states and Australia, New Zealand, India, China, Japan and South Korea. The non-aggression pact which forms part of the TAC was the major blockage for the American signature, but with a more diplomatic strategy advocated by Obama, the situation may change. Robert Gelbard, another Obama advisor, expressed regrets about the lack of American involvement in ASEAN. Joe Biden also said that as Vice President he would push through stronger and more diplomatic cooperation with the South East Asian region. These changes may positively influence the trade and investment relationships between the local states and the USA.

Lastly, Barack Obama has expressed his strong desire to remove the extremely costly protection for ethanol production. He may quickly encourage more imports of bio fuels to the USA. The first provider should be Brazil, advantaged by its structured production and its geographical location close to the USA. But in a stronger trade policy towards South East Asia, the USA may soon focus on the numerous opportunities enabling the development of bio fuel production in the region. This will be a challenge for the ten ASEAN countries, but we can foresee a large range of possible investments from the USA.

Each new President makes promises, only a few keep them. But, we at least know that the American decision makers will be influenced by the numerous changes proposed by the newly elected President of the United States of America. It is certain that many opportunities will be created by stronger ties between Washington and ASEAN, and the region's economies will definitely benefit from these.

Brian Porcheret

Joe Biden would push through stronger and more diplomatic cooperation with the South East Asian region

This information is free of charge and should you wish to comment, **please contact us** at **brianporcheret@ipfa-consulting.com**

Politeia

Association des Politistes de l'ICES

Politeia

17, boulevard des Belges

85 000 LA ROCHE-SUR-YON

@ : politeia@hotmail.fr

Directeur de publication

Paul de Martrin Donos 06 60 41 84 94

Co-directrice de publication

Azilis Le Hors

Rédacteur en chef

François Reynes

CONFERENCE DE POLITEIA

à l'ICES

La doctrine sociale de l'Eglise
et
la « moralisation » du capitalisme

28 AVRIL

M. Jean-Yves Naudet, professeur à l'Université d'Aix-Marseille III

MERCI

à tous pour votre participation à la tombola qui nous aura permis de vendre plus de 210 tickets. Les revenus serviront à financer nos conférences.

L'heureux gagnant est :

Jean-Eudes Dacre-Wright

étudiant en Mathématiques/ Physique
première année.

NOUVEAU

Dans le but d'une information
rapide et facile
des événements politiques et économiques
de l'actualité,
nous avons le plaisir de vous annoncer la

CREATION D'UNE REVUE DE PRESSE

de l'Association des politistes de l'ICES.

INTERNET

Nous avons également
le plaisir de vous informer que nous
travaillons actuellement à la

CRÉATION D'UN SITE INTERNET

consacré à Politeia et à l'actualité de la filière Sciences politiques.

Disponible prochainement

Ont participé à ce numéro:

Marie-Jeanne Seppey

Paul de Martrin Donos

Joseph d'Abba-die d'Arrast

Nicolas Massot

Céline Landreau

Brian Porcheret

François Reynes

Azilis Le Hors